

## Annick Coupé

Porte-parole de l'Union syndicale Groupe des Dix Solidaires.

### Le sociologue et le mouvement social

**ContreTemps :** À quelle occasion s'est effectuée la rencontre avec Pierre Bourdieu ?

**Annick Coupé :** J'ai rencontré Pierre Bourdieu pour la première fois pendant le mouvement social de décembre 95, à la salle Traversière, à ce fameux meeting du 12 décembre de soutien aux grévistes, en particulier aux cheminots. Auparavant, je ne l'avais jamais rencontré, on s'est retrouvé à la tribune, côte à côte, dans cette salle où il y avait 500, 600 personnes. Ce soir-là on a peu discuté. Il était pressé et moi aussi : il fallait faire le point, à SUD, tous les jours sur le déroulement de la grève, etc. Il m'a simplement dit qu'il était très content d'être là et que, pour lui, il était important que ce lien se fasse, que les intellectuels s'engagent pour soutenir les grévistes. On s'est revus par la suite lors de l'appel des états généraux du mouvement social français, en 1996. À cette occasion, il y avait des rencontres entre un ensemble de forces syndicales et une série d'intellectuels qui travaillaient pour l'essentiel avec lui.

À ce moment, l'idée forte était de lancer vraiment une dynamique de débat entre intellectuels et militants, de jeter des passerelles entre les intellectuels et les mouvements sociaux, c'est-à-dire des syndicalistes et des associations comme Droits devant, Droit au logement, Agir ensemble contre le chômage. Il était important qu'il n'y ait pas de séparation dans le mouvement social entre les forces syndicales prêtes à ce travail-là, et ce qu'on a appelé les nouveaux mouvements sociaux, qui se battaient très concrètement sur des droits, comme le droit au logement. La notion de mouvement social émerge à cette période-là, autour de novembre-décembre 95 : elle sera reprise dans l'appel pour des états généraux du mouvement social. C'est ce qui a permis de faire le lien entre tous les aspects de la domination néolibérale. Et Bourdieu était très attentif à ne pas séparer les choses, à ne pas séparer le combat des syndicalistes dans les entreprises, le combat des précaires, le combat des chômeurs, le combat des sans-logis, le combat des sans-papiers qui apparaîtra en 96. Il a beaucoup aidé en formulant cette idée d'états généraux du mouvement social. Évidemment il n'a pas été le seul. Mais il a porté et défendu cette idée, et c'était important parce que sur le fond c'est la bonne réponse politique au libéralisme. Avant 95, du

côté syndical, on l'avait peu formulée. Il y avait eu des tentatives comme, par exemple, la création du mouvement AC! (Agir ensemble contre le chômage), avec déjà l'idée de lutter efficacement contre le chômage en créant un cadre unitaire avec des salariés et des chômeurs, des associations et des syndicats. Mais tout ça va prendre de la force en 95 et après 95.

**C :** Pierre Bourdieu était déjà un intellectuel engagé, mais on a l'impression que cet engagement est devenu plus intense à partir de 95. Est-ce qu'il expliquait pourquoi il s'était plus nettement engagé dans un soutien au mouvement social à partir de ce moment-là ?

**AC :** Je ne suis pas une grande spécialiste des travaux sociologiques de Bourdieu. Comme beaucoup de monde dans le mouvement social, j'avais lu et j'avais été assez frappée par *La Misère du monde*. *La Misère du monde* prépare assez bien ce que l'on verra de l'engagement politique plus visible de Bourdieu en 95 et après. Est-ce que le travail sur *La Misère du monde* a été un accélérateur de cet engagement ? Peut-être, mais j'avoue honnêtement que ce n'est pas une question que je me suis posée. D'une certaine façon, pour moi, c'était assez naturel que Bourdieu soit là.

J'avais lu avant 95 un texte de lui sur l'engagement, paru dans *Politique-La revue* ; ce texte pointait déjà les contradictions que posait l'engagement des intellectuels, sa nécessité et en même temps le besoin de garder de la distance. Ce texte était annonciateur des positions qu'il prendra en décembre 95. Le fait qu'il y ait eu un mouvement social en 1995 lui a peut-être redonné un espoir très important sur le fait qu'il y avait des forces en mouvement, que l'on pouvait se battre, etc. Il faut quand même se rappeler les années 80 : on sortait d'une décennie très difficile. Bourdieu et les chercheurs qui travaillaient avec lui faisaient des analyses sur le libéralisme et ses différents aspects, et sur les dominations, les aliénations qui en découlaient : ces travaux pouvaient lui laisser le sentiment qu'il y avait peu de résistance. Le mouvement de 1995 a pu lui redonner espoir... Peut-être que ça a joué.

C'est quelqu'un qui avait aussi besoin d'approcher les mouvements sociaux, de les fréquenter. Je l'ai souvent vu par la suite dans nombre de discussions, même informelles, et j'ai constaté qu'il avait besoin de débattre avec les militants de ces mouvements, de les questionner, de discuter des problèmes, des difficultés, etc., mais il avait besoin aussi de vérifier par lui-même la réalité de ces mouvements.

**C :** Quel rôle voulait-il occuper auprès des syndicalistes, des associations ?

**AC :** Je l'ai toujours senti comme une espèce d'éclaireur et d'aiguillon à la fois. Je ne l'ai jamais perçu comme voulant parler à la place, ou faire à la place, ou

être le maître à penser, ou le gourou. Parfois, il se mettait même un peu en retrait, au second plan.

L'engagement de Pierre Bourdieu dans le soutien au mouvement social est assez différent de ce que l'on a pu connaître dans le passé; les intellectuels qui se sont engagés aux côtés de mouvements politiques ou sociaux dans l'histoire, en général, étaient peu critiques. Pierre Bourdieu, lui, a toujours gardé le droit et le devoir d'être critique vis-à-vis des mouvements sociaux même, et je dirais d'autant plus qu'il les soutenait très fortement. Et c'est vraiment une de ses grandes qualités. Il n'a jamais donné dans la démagogie ou le populisme. Il a pu à certains moments être assez raide dans la discussion, et ne pas lâcher sur des critiques qu'il avait à faire, pousser les choses, et en face de lui on ne pouvait pas trouver d'échappatoire.

Par exemple, il était intervenu l'an dernier à Athènes, au cours d'un colloque organisé, entre autres, par la principale force syndicale grecque, auquel tous les responsables de cette confédération étaient présents. C'était organisé sous forme de demi-journées par thème, il y a eu une demi-journée sur le syndicalisme, et il avait été extrêmement critique. Il pouvait se le permettre d'abord parce qu'il n'était pas impliqué directement dans le syndicalisme: ne pas être un syndicaliste lui permettait d'avoir du recul. Ensuite ses travaux sociologiques et ses engagements lui donnaient suffisamment de crédit pour pouvoir dire des choses assez sévères, et pour que ces choses aient une chance d'être entendues. Il m'avait demandé si je ne trouvais pas qu'il y « avait été un peu fort », et je lui avais répondu: « Non, je pense que tu as raison, mais moi je n'aurais pas pu me permettre de dire ça! »

Je me souviens également d'un débat à Zurich, qui était aussi une table ronde organisée par des syndicalistes. Il y avait des représentants de mouvements sociaux, notamment des représentants d'organisations de chômeurs, ainsi qu'une représentante de la Marche mondiale des femmes en Suisse. Là aussi, il avait été assez raide vis-à-vis de ce mouvement syndical suisse qui avait peu de liens avec les mouvements sociaux. Mais, en retour, il avait dit aux représentants des associations de lutte que les uns et les autres ne devaient pas s'enfermer dans un combat spécifique. Ils devaient partir de leurs actions respectives pour les relier.

Pour moi, c'est significatif de ce qu'il pouvait favoriser dans le mouvement social, grâce à sa « notoriété ». Il avait aussi une préoccupation forte d'arriver à dépasser les frontières et les concepts culturels, politiques, sociaux nationaux pour essayer d'élaborer des concepts politiques communs. Notamment au niveau de l'Europe: c'était l'un des enjeux qu'il mettait dans l'Appel pour un mouvement social européen. Je me souviens d'un colloque à Strasbourg où il y avait pas mal d'étudiants, ainsi que des syndicalistes allemands, suisses

et français. Il insistait beaucoup sur le fait que les uns et les autres nous avions des cultures, y compris des cultures sociales nationales, même quand on était internationalistes, et que l'on devait absolument trouver des lieux, des outils, des instruments pour élaborer des concepts sociaux et politiques européens. Il avait par exemple l'idée d'organiser une sorte d'université syndicale européenne, ou quelque chose comme ça.

**C:** *Comment interprétait-il l'apparition de SUD et de la mouvance de l'Union syndicale-G10 Solidaires, par rapport à l'état du champ syndical français?*

**AC:** Il était tiraillé entre deux choses. Il avait mis un certain espoir dans un renouveau de la CGT, c'était assez net notamment avec l'arrivée de Thibaud, et il considérait que la CGT était une organisation syndicale forte, une organisation de résistance au libéralisme. En même temps, il était très interrogateur sur les orientations actuelles de la CGT. Notamment sur ce qui pouvait apparaître comme un rapprochement avec la CFDT, il trouvait ça assez inquiétant. Je crois que ce qui l'intéressait dans SUD c'était à la fois le fait d'être sorti des grands appareils, et d'avoir réussi à construire, même dans l'adversité, des outils pour renouveler le syndicalisme, et aussi le fait que SUD était vraiment dans cette démarche de lien avec les mouvements sociaux et de refus du cloisonnement des luttes.

Parfois, il me disait: « Il faut que vous fassiez des SUD partout. » Et moi je lui expliquais que ce n'était pas ma conception syndicale et que ce n'était pas possible, que ça ne se passait pas comme ça. Par exemple, il disait qu'un des problèmes des journalistes — avec toute la réflexion qu'il avait eue sur les médias — était qu'ils n'avaient pas d'instrument de lutte collective. C'est une profession individuelle, à la base, et qui aujourd'hui est de plus en plus éclatée compte tenu des problèmes de statuts, etc. Comme il n'y a pas d'instrument de lutte pertinent des journalistes, il pensait qu'il faudrait essayer de créer un syndicat de journalistes qui soit sur ces bases-là. Souvent je lui expliquais que ça ne se passait pas comme ça, qu'il ne suffisait pas d'avoir la bonne idée, et j'arrivais à le convaincre. Mais c'est quelque chose qui le questionnait, sur lequel il revenait assez souvent: comment faire émerger un outil de lutte collective efficace par rapport à l'éclatement des statuts dans ce secteur, en étant également critique sur les médias, leur rôle idéologique.

**C:** *Il était très critique sur le fonctionnement du champ politique, mais est-ce qu'il y voyait malgré tout une possibilité de débouché? Comment envisageait-il les relations entre mouvement social et champ politique?*

**AC:** Il avait défendu l'idée de l'autonomie du mouvement social. C'était à la fois une idée à laquelle il était très attaché, au sens où ce mouvement social devait, selon lui, se forger ses propres analyses, ses concepts, ses outils de lutte, etc.

Mais il parlait aussi souvent de résister à l'entreprise de dépolitisation. Pour lui, au contraire, il fallait repolitiser le débat. Il considérait que le champ politique actuel était un champ totalement dépolitisé. Et en ce sens-là, la question politique était une question qui le préoccupait de façon très importante. Il était très critique sur l'institution politique, même sur l'extrême gauche, c'était clair. Sur les débouchés politiques possibles, nous avons pas mal discuté des élections présidentielles. C'était quand même une question que l'on devait se poser parce que des millions de gens allaient s'y intéresser. Mais aucun des candidats actuels finalement, ou des candidates, ne peut répondre à ces grandes questions, à ces attentes de millions de gens. Son soutien à Coluche en 81 relevait sans doute déjà de ses critiques du champ politique. Les représentations politiques actuelles étaient, pour lui, sans véritable lien avec les réalités sociales. Il disait qu'« il faudrait une candidature qui se dégage du mouvement social », par exemple, pour ces élections. On a eu de très longues discussions là-dessus, parce que je n'étais pas convaincue par cette idée. Pas forcément d'un point de vue de principe, mais je pense qu'aujourd'hui il est plus important pour un certain nombre d'acteurs du mouvement social d'être dans leurs mouvements sociaux, d'organiser les luttes, les mobilisations... Une campagne électorale ça dure six mois, au mieux. Et la question à se poser : on fait quoi, ensuite, des scores obtenus ?

Fondamentalement, il considérait que l'institution politique avait fait faillite. C'était nourri par une réflexion de sociologue sur ce que produisait le champ politique ; mais aussi par une analyse des trahisons de la gauche, de l'acceptation du libéralisme comme « indépassable ». Il posait aussi la question de la démocratie, de la délégation de pouvoir, de la nécessité des porte-parole mais aussi de leur nécessaire contrôle (des questions qui peuvent aussi s'appliquer au syndicalisme...). Il fallait retravailler la question de la démocratie, lui donner du contenu, et la situer dans une perspective d'émancipation sociale.

**C :** *Bourdieu défendait ardemment l'idée d'un mouvement social européen. Quels enjeux voyait-il dans ce passage de la contestation à un niveau européen ?*

**AC :** Il faisait le constat que l'Europe existe. C'était peut-être aussi un peu plus que ça pour lui, l'idée qu'il y avait une histoire commune malgré tout, malgré les guerres, les conflits ; il y a des échanges, des brassages, et sans doute des valeurs partagées. Il considérait que le continent européen pouvait être un espace de résistance possible au libéralisme. De plus, il y a des institutions européennes qui prennent depuis pas mal d'années un ensemble de décisions qui ont des conséquences très importantes dans beaucoup de domaines. Il avait compris qu'il y avait un espace politique à occuper, et dans lequel il fallait lutter. Il avait trouvé très importante, par exemple, la première marche euro-

péenne contre le chômage en 97, qui concrétisait l'idée que cette construction européenne d'un mouvement social passe aussi par les luttes. Par des luttes et de la mise en mouvement, y compris de gens venant de plusieurs pays.

Il y avait cette idée que pour résister au libéralisme, qui est la mise en concurrence de tous, il nous fallait forger des concepts politiques communs. On est très en retard là-dessus, que ce soit dans le mouvement syndical, ou plus globalement dans les mouvements sociaux, même si des choses commencent à bouger. Ne serait-ce par exemple que de concrétiser une revendication simple, comme celle d'un revenu garanti d'un bout à l'autre de l'Europe : les mouvements des chômeurs ont commencé à y travailler, mais c'est très compliqué. Autre exemple, les notions de service public n'ont pas forcément le même sens dans les différents pays européens ; il est donc nécessaire de s'approprier des références communes.

Pierre Bourdieu était très attaché à cette idée : aller au-delà des moments de luttes, des manifestations, pour trouver des espaces de réflexion politique communs pour les acteurs sociaux, en y associant des chercheurs, des intellectuels, qui pourraient aider en mettant à disposition leurs savoirs et leurs moyens. Cette idée d'un mouvement social européen, c'était pour lui occuper un espace politique qui existe et qui est occupé par une idéologie et par des orientations qui produisent des dégâts très importants. Mais c'était aussi forger un outil qui permette la réflexion et l'élaboration de concepts communs sur tout le continent européen. Cela supposait aussi de dépasser les difficultés de compréhension liées au langage...

**C :** *Quels étaient les effets de sa notoriété ou de sa renommée académique ?*

**AC :** Vis-à-vis des médias, il y avait une situation assez différente en France et dans d'autres pays comme l'Allemagne, la Suisse, la Grèce, etc. Par exemple, la rencontre d'Athènes, en mai 2001, a duré quatre jours, et tous les médias se sont précipités pour faire des interviews. En France, du point de vue des médias, Bourdieu était un peu la « bête noire », à cause de ses critiques sur leur fonctionnement... et en même temps, il était par exemple, très difficile de faire passer des textes dans lesquels il était impliqué avec d'autres et d'obtenir une signature collective : c'était la signature de Bourdieu, seule ou rien ! Sa notoriété était utile pour jeter des passerelles entre des forces qui auraient peut-être eu du mal à se rencontrer et à se confronter. Reprenons l'exemple du syndicalisme : en Allemagne, il a fait pas mal de conférences avec des forces syndicales tout à fait officielles, même assez institutionnelles. Le fait qu'il ait posé ces problèmes de lien avec les mouvements sociaux au niveau européen, et qu'il ait travaillé en France avec des forces syndicales comme nous, cela a contribué à nouer des contacts et à donner une certaine crédibilité à ces forces

syndicales et sociales, souvent ignorées de forces syndicales critiques, mais institutionnelles. De fait, le travail qu'il faisait avec les mouvements sociaux, avec des forces syndicales critiques, donnait de la visibilité et de la légitimité à ces mouvements et à leurs actions.

Il a ainsi contribué à tisser des liens qui ne se seraient peut-être pas faits sans lui. Il a facilité des choses grâce à sa notoriété, et il a permis de renforcer l'idée qu'un mouvement social européen était indispensable, mouvement dans lequel devaient se retrouver aussi bien les syndicalistes que les associatifs, tous ceux et toutes celles qui n'acceptent pas le libéralisme et ses conséquences. Pour cela, il fallait se rencontrer, dépasser les méfiances, se libérer des pesanteurs institutionnelles des grands appareils, créer de la synergie et non pas de la concurrence et de la division, construire de la pensée collective. Bref, comprendre ensemble le monde pour s'attacher à le transformer, et cela au-delà des frontières!

**C:** *Qu'est-ce qui, de ses travaux ou de ses analyses, a le plus enrichi le mouvement social?*

**AC:** Sans doute ce qu'il a pu écrire, ou surtout dire dans des débats, sur les phénomènes de délégation de pouvoir dans des organisations, telles que les organisations syndicales, y compris dans des syndicats comme SUD, les problèmes que ça posait, en quoi il fallait être vigilant là-dessus, ou encore sur les rapports hommes-femmes. La question des services publics, du bien collectif ou les questions de l'autonomie des mouvements sociaux par rapport au champ politique, des questions de contre-pouvoir... Ce qui, pour moi, renvoie au fait que dans nos mouvements sociaux, ces questions de pouvoir, de domination existent aussi et que la vigilance s'impose donc en permanence. Une réflexion indispensable pour ne pas tomber dans des travers que l'on connaît, ou que l'on dénonce chez les autres; les questions de la domination qui ne peuvent se réduire à la domination capital-travail. Toutes les questions sur la reproduction des inégalités, par quoi cela passe. Certains de ses travaux ont permis d'appréhender de nouvelles questions sociales, ou en tous les cas leur réalité d'aujourd'hui, qui n'est pas la même réalité, qu'il y a 30 ans ou à d'autres périodes du mouvement ouvrier.

Ce qui est aussi intéressant, c'est la tension entre individu et collectif. La notion d'intellectuel collectif, par exemple, est une notion très forte qui devrait s'appliquer dans le syndicalisme. Dans le syndicalisme il y a des forces, des gens, des militants, des adhérents, etc., qui ont tous, bien évidemment, plein de choses à apporter mais l'intérêt c'est de les mettre ensemble et d'avancer ensemble. Et cette idée d'intellectuel collectif qu'il prônait pour les chercheurs, c'est quelque chose qu'il faut reprendre pour les mouvements sociaux.

C'est vrai qu'il y a sans doute un paradoxe dans le fait que très peu de militants du mouvement social ont lu ses travaux sociologiques. Moi j'ai lu quelques textes, mais pas l'essentiel de son œuvre. Mais je me souviens d'une discussion avec lui sur l'Algérie, donc sur ses premiers travaux de sociologue, où apparaissait cette exigence d'un vrai travail de terrain, de ne jamais se contenter d'évidences ou d'à-peu-près. C'était la même chose par rapport aux mouvements sociaux actuels. Il pouvait avoir beaucoup de sympathie, mais il était toujours en recherche sur ces mouvements sociaux. Il ne se contentait ni de les soutenir, ni de dire: « Voilà, ça secoue le syndicalisme, ça pose de nouvelles questions, etc., et puis j'en reste là. » Non, il était toujours en recherche, je suppose même jusqu'aux derniers moments de sa vie. C'est pour ça que je ne comprends pas que l'on puisse dire qu'il était dogmatique. Il avait des certitudes, il pouvait être très raide, mais je pense que c'est quelqu'un qui a remis son métier et sa recherche en question de manière permanente.

*Propos recueillis par Lilian Mathieu*